

ailleurs, pour créer un mouvement fort et déterminé. Pour cela, une seule arme, la grève, mais pas celle d'un jour, chacun pour sa corporation et pour ses revendications, cette grève carrée chère aux syndicats cogestionnaires. La grève, pour aboutir à une réelle transformation sociale, se doit d'être générale, reconductible, autogestionnaire et finalement expropriatrice, seule à même de détruire le capitalisme qui n'est ni réformable ni amendable.

La grève est le premier acte d'émancipation des travailleurs contre le patronat. Elle montre qui sont les parasites, et qui sont les producteurs. Elle est la première remise en cause de la propriété privée des moyens de production, le premier pas vers la prise de contrôle de la production et de son autogestion, seule à même de garantir les intérêts de tous, des travailleurs comme des usagers.

Trop souvent, nous avons attendu des mots d'ordre national des « grandes » fédérations syndicales (cf mouvement pour les retraites). Elles sont malheureusement tombées dans la connivence de la cogestion écrasées par les professionnels syndicaux, les permanents bureaucrates et la course à la représentativité. Ceux et celles qui sont représentatif-ves sont ceux et celles en lutte peu importe qu'ils soient ou non syndiqués. Le meilleur moyen de s'assurer de notre combativité et de notre détermination est bel et bien l'autogestion et la convergence de nos luttes.

Rien n'est à négocier, tout est à abroger !

(1) : Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! Denis Kesler, Magazine Challenges du 20.10.07,

Qui sommes-nous ?

Ouverts à toutes personnes désirant une transformation de la société basée sur l'anti-autoritarisme, l'autogestion, l'égalité économique et sociale, l'internationalisme, l'abolition du patronat et du salariat, nous sommes un collectif local de lutte et de résistance qui regroupe des anarchistes, des anarcho-syndicalistes et des révolutionnaires. Nos moyens d'action: la grève générale, l'action directe, la solidarité.

Organisons-nous ! Ni état, ni patron, autogestion

Seule la lutte paie



Depuis quelques années, dans les médias de masse, une désinformation anti-lutte efficace fait que de vieux contes pour enfant finissent par s'imposer comme une évidence, comme la seule vérité. D'une part, on nous matraque systématiquement que la situation économique serait soit disant à bout de souffle, à la limite de la rupture, parce qu'il n'y aurait soit disant plus de sous, et trop peu d'actifs par rapport aux non actifs (trop de vieux, trop de

Collectif Anarchiste de LUTte et de résistanCe Haut Alpin

c/o GEL-05

BP 111

05003 GAP CEDEX

100 milliards d'euros : montant des bénéfiques des entreprises du CAC 40 en France en 2006

8 milliards d'euros : déficit annuel estimé pour le cas d'une base de 37,5 années de cotisation pour tous

8,7 milliards d'euros : déficit de la sécurité sociale en 2006

14 milliards d'euros : montant des sommes de l'État empruntées au budget de la sécurité sociale en 2003 et non-remboursées

31,75 milliards d'euros : exonérations patronales et actionnariales en 2006 (plus de 200 milliards d'euros depuis 1991)

PIB 2006 : 1 600 à 1 800 milliards d'euros selon le mode de calcul

* Sources : cour des comptes, INSEE

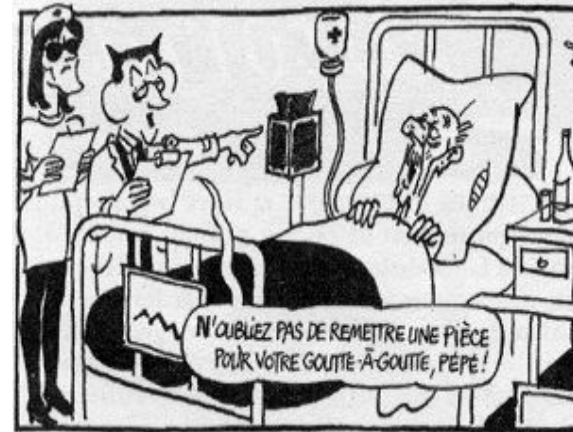
jeunes, trop de malades, trop d'immigrés). D'un autre côté, une désinformation par les mots est à l'oeuvre : otages, privilégiés, sabotage = crime (déclaration de Fillon), feignants ... Si vous êtes otages, c'est uniquement de votre employeur, qui seul décide que vous devez vous rendre coûte que coûte dans un lieu choisi par lui à une heure fixée par lui. Ce dénigrement systématique des luttes sociales, aux allures de bourrage de cranes teinté d'un manque de respect sans équivoque pour les travailleurs, fait que les usagers se retournent contre ceux

qui se battent pour la sauvegarde de leur/notre service public et de solidarité, ainsi que pour conserver ce que la classe des travailleurs a acquis de haute lutte au siècle dernier. Par contre, concernant la réforme du code du travail qui serait en vigueur dès janvier 2008, avec une renégociation branche par branche de la durée légale du temps de travail, silence TV.

On le voit, les médias de masse et surtout leur présentateur vedette: le chef de l'état, s'expriment fort sur les nantis, mais quand des travailleurs, poussés à bout par un système managérial inhumain, se suicident sur le lieux même de leur tourment, pas un mot, pas une allusion. Et ne parlons même pas des handicapés, blessés, empoisonnés, tués à la tâche. Pendant ce temps, d'autres dînent chez Fauchon après quelques emplettes chez Dior, et se baladent en yacht de par le monde. Et les nantis se trouveraient parmi la masse salariale exploitée. C'est intolérable. Travail, consomme, crève, voilà le seul respect qu'il nous montrent. Et si certains se rebellent, ils auront droit à une répression digne d'un film d'anticipation, interprété par une nuée de "Robocop" aux armes exotiques (très bientôt équipés du pistolet à aiguillon électrique). Denis Kessler, éminent membre du MEDEF, a au moins le mérite de la clarté. Dans un magazine "Challenges" récent, il déclare: "la liste des réformes? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la résistance [...qui] se traduit par la création des caisses de Sécurité

sociale, le statut de la fonction publique, l'importance du secteur public productif [...], le conventionnement du marché du travail, la représentativité syndicale, les régimes complémentaires de retraite, etc." (1).

Les profiteurs et les parasites, qui s'engraissent sur le dos du prolo, qui prennent le peuple en otage, ce sont eux, le patronat et l'état. La casse pure et simple du système public, la pulvérisation du système solidaire, toujours plus de profits pour les uns, toujours plus de pouvoir pour les autres, voilà leur programme. Car les quelques avancées sociales que certains travailleurs en lutte réussissent jusqu'ici à maintenir ne sont qu'une goutte d'eau comparées aux privilèges que les classes dirigeantes s'octroient à



tour de bras. Tout en cherchant à nous monter les uns contre les autres, ces manipulateurs cherchent à nous rassembler derrière un prétendu intérêt général, dont ils seraient les représentants et la sarkosainte défense de l'emploi à tout prix. Cette pure fiction n'est la que pour nous faire croire que nos intérêts particuliers doivent s'effacer devant leur propre

intérêt qui serait l'intérêt de tous. Et pendant ce temps, les patrons, eux, continuent à crouler sous les stocks-option, exonérés des cotisations qui pourraient financer les retraites, la Sécu et tout le système solidaire. Et ce n'est pas tout. Aux attaques contre la protection sociale et les services publics s'ajoutent la remise en cause du code du travail, pour mieux nous précariser, la limitation du droit de grève, pour mieux nous faire taire, ainsi que les attaques contre les étrangers, pour mieux détourner la colère des vrais responsables de cette situation sociale. Ils attaquent sur tous les fronts, nous devons répondre tous ensemble! Cette richesse, c'est la notre, le fruit de notre travail. Les patrons et l'état ne sont que des parasites qui se gavent sur notre dos.

La liberté ne se donne pas, elles se prend, pas plus que les "acquis" ne nous seront concédés sans luttes. A nous, travailleurs exploités précaires, de nous faire entendre dans les syndicats, les AG, dans le rue ou